

# La construction des enjeux latents des acteurs internationaux dans la lutte contre Boko Haram au Cameroun

PIAMEU NDE Prince Darwin

Doctorant en Science politique, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques

Université de Dschang (Cameroun)

[princedarwin26@yahoo.fr](mailto:princedarwin26@yahoo.fr)

## Résumé

La participation des acteurs internationaux à la lutte contre Boko Haram se réalise à l'aune de leurs enjeux respectifs. Convoquant la grille théorique du constructivisme, les enjeux poursuivis se présentent comme le produit des identités et des intérêts de ces acteurs sur le front du bassin tchadien. L'identité principale qui détermine leurs intérêts latents est l'identité de rôle. Par elle, les acteurs cherchent tantôt l'affirmation, tantôt la restauration de leur puissance sur la scène internationale. Le théâtre africain se présente dès lors comme une plateforme d'ancrage et de projection de la puissance pour ces acteurs. Sans participer au front, ils agissent en retrait du front tout en s'assurant en coulisses d'atteindre leurs objectifs. Leur participation à la lutte contre Boko Haram n'est donc pas une philanthropie puriste.

**Mots-clés :** Acteurs internationaux, Boko Haram, constructivisme, enjeux latents, identité de rôle.

## Abstract

The participation of international stakeholders in the fight against Boko Haram is carried out in terms of their respective challenges. Calling up the theoretical model of Constructivism, the ambitions at stake are presented as the product of the identities of these stakeholders at the frontline of the Lake Chad Basin. The main identity that determines their latent interests is the role identity. Through this identity, stakeholders at times seek the affirmation, at times the restoration of their power on the international scene. The African scene is therefore considered as a platform for anchoring and projecting power for these stakeholders. Without intervening at the frontline, they act behind the scenes while ensuring that their objectives are met. Therefore, their participation in the fight against Boko Haram is not a purist philanthropy.

**Keywords:** International stakeholders, Boko Haram, constructivism, latent stakes, role identity.

## INTRODUCTION

La lutte contre Boko Haram fait partie de la gamme des nouvelles croisades mondiales contre le terrorisme. Elle a été officiellement déclenchée au sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria le 17 mai 2014. Le Président camerounais Paul Biya affirmait pour l'occasion : « nous sommes ici pour déclarer la guerre au Boko Haram ». Le « nous » retenu interpellait deux catégories d'acteurs impliqués par la déclaration de guerre. D'une part, les pays africains vicinaux du bassin du lac Tchad qui avaient fait le déplacement pour Paris, notamment le Nigéria, le Tchad et le Niger. D'autre part, les acteurs internationaux, géniteurs et promoteurs du modus operandi de la guerre au terrorisme, mobilisés à l'occasion. Ces derniers, à savoir la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, seront rejoints par une pléthore d'autres partenaires internationaux, à la suite de l'appel du président Biya, le 8 janvier 2015, à une « riposte globale » en face d'une « menace globale ». Plusieurs autres partenaires vont dès lors se joindre aux rangs de batailles, en apportant un soutien multiforme au Cameroun. Parmi ces acteurs, l'Allemagne, la Chine, la Russie et Israël méritent une certaine attention analytique. Cette attention leur est dirigée conséquemment aux jeux variés répertoriés sur les axes de la défense, de la diplomatie et du développement, triptyque articulé comme stratégie de riposte à cette menace. L'ensemble de ces acteurs étatiques constitue la catégorie des acteurs internationaux qui intéresse cette réflexion.

Les jeux de ces acteurs internationaux dans la lutte contre Boko Haram ne sont pas neutres. Ils se construisent à l'aune des objectifs qu'ils poursuivent. Ces objectifs construisent à leur tour leur stratégie globale qui n'est pas un donné. Elle se fixe à la fois sur l'évolution de la menace et sur les jeux opérés par le Cameroun et les autres acteurs internationaux en présence. Dès lors, ces puissances se déploient comme des acteurs stratégiques « dont les comportements sont l'expression d'intentions, de réflexions, d'anticipations et de calculs et ne sont en aucun cas entièrement explicables par des éléments antérieurs »<sup>1</sup>. Comprendre les buts ainsi recherchés nécessite une interprétation appropriée des mobiles qui déclenchent les jeux dont ils se parent. Ces mobiles objectivent leurs enjeux qui seront déterminés à l'aune de la grille théorique du constructivisme, dans son versant *wendtien*.

En effet, si le constructivisme se présente comme une alternative théorique pertinente à la critique assénée au réalisme stato-centré, il reste par ailleurs, dans son objectivation des intérêts des acteurs, très proche des concepts opératoires mobilisés par les réalistes. Ce stato-centrisme constructiviste est assumé par A. WENDT, pour qui « *les intérêts ne devraient pas être considérés comme une variable exclusivement réaliste*<sup>2</sup> ». Ces intérêts ou enjeux, qui précisent ce que les acteurs veulent, dépendent non pas de la volonté objective des acteurs, déterminée de manière solitaire, encore moins du système pris isolément dans lequel ils se retrouvent. Il s'agit surtout d'une confluence dans laquelle chaque acteur doit savoir ce qu'il est. Son identité sera le produit d'une agrégation de points de vue. Elle est produite par la fusion des représentations partagées qu'un acteur se fait de lui-même, d'autres acteurs, du système dans lequel il se retrouve, et de sa place en son sein<sup>3</sup>. Il devient ainsi urgent pour chaque acteur de savoir ce qu'il est aux fins de savoir ce qu'il veut. Dans ce sens, dans la lutte contre Boko Haram, les intérêts des acteurs internationaux dépendent de leurs identités<sup>4</sup>, c'est-à-dire de la manière dont ils se perçoivent eux-mêmes par rapport aux autres, couplée à la représentation que se font ces derniers d'eux. L'identité précède donc, détermine et légitime les intérêts. Cependant, ces identités ne sont pas aussi des invariants. Elles se construisent, s'ajustent, se redéfinissent selon la nature du jeu. La construction de ces identités traverse la détermination par ces acteurs de leurs enjeux latents. C'est le nœud de cette réflexion qui s'intéresse à la construction des enjeux latents des acteurs internationaux dans la lutte contre Boko Haram.

En réalité, les acteurs n'avancent presque jamais leurs pions à visage découvert. Campé derrière un narratif sophistiqué et bien huilé, les propos qu'ils tiennent et les actions qu'ils mènent n'expriment pas toujours ce qu'ils veulent véritablement, tout au moins n'expriment pas seulement ce qu'ils recherchent réellement. En réalité, ils ne disent pas toujours ce qu'ils font et ne font pas toujours ce qu'ils disent. Leurs jeux, aussi sincères et amicaux qu'ils paraissent être, s'encombrent régulièrement d'enjeux latents rigoureusement poursuivis derrière le rideau de l'affichage public. J. Rojot pense que « *les objectifs latents des acteurs sont les objectifs réels. Même si encore une fois ils ne les ont pas toujours ni clairement formulés ou explicités, ni même obligatoirement présents consciemment à l'esprit* »<sup>5</sup>. Débusquer ces enjeux en scrutant les jeux déployés qui servent à la construction de leur identité revêt un intérêt scientifique indéniable. Le patrimoine de la science sera enrichi des objectifs qui en arrière-plan de la lutte contre Boko Haram meuvent la participation protéiforme des acteurs internationaux répertoriés en l'espèce, en s'appuyant sur une grille théorique spécifique, celle du constructivisme.

Les enjeux latents des acteurs internationaux quand ils sont identifiés permettent d'ôter le pan de voile de dessus la compétition qui s'organise sur l'espace géopolitique et géostratégique africain, au nom de la lutte contre Boko Haram. L'intérêt national défini en termes de puissance est un intérêt *égoïste*<sup>6</sup>. Cet égoïsme s'apprécie dans le rapport aux intérêts des autres acteurs. La lutte contre Boko Haram présente le tableau de puissances ensemble dans la même équipe contre un ennemi commun,

mais mues par des objectifs spécifiques qui de temps à autre entrent en compétition, voire en collision. Le travail de repérage de ces enjeux latents interpelle sur l'effort concomitant de précision des identités construites. Selon les catégories d'identités précisées par A. Wendt, la construction des enjeux latents des acteurs internationaux semble s'accommoder à la réalisation de leur identité de rôle. L'identité de rôle « *concerne les propriétés qui caractérisent les relations d'un État avec les autres États qui peuvent le percevoir par exemple comme une puissance hégémonique, un État satellite, un État partisan du statu quo ou un État insatisfait* »<sup>7</sup>. Consécutivement à cette identité, nous présenterons d'une part les enjeux latents des acteurs très actifs (I) et d'autre part les enjeux latents des acteurs moins actifs (II).

## I. LES ENJEUX LATENTS DES ACTEURS TRES ACTIFS

L'intensité de la participation des États-Unis et de la France à la riposte militaire, diplomatique et économique contre Boko Haram sert la reconnaissance de leur statut d'acteurs très actifs. Cependant, cette hyperactivité n'est pas neutre. Il n'a pas d'acte gratuit entre les États. Tout se quantifie, tout se calcule, tout s'échange. Les enjeux spécifiques qu'ils poursuivent, parfois concurrentiels, leurs sont spécifiques, selon qu'il s'agit des États-Unis (A) ou de la France (B).

### A. Les enjeux spécifiques des États-Unis

La lutte contre Boko Haram est d'abord une lutte contre le terrorisme, combat pour lequel les États-Unis se sentent inévitablement concernés. Leurs jeux ici obéissent à leur identité de rôle en tant que gendarme du monde et meilleur ennemi du terrorisme (1). Identité qui annonce la volonté américaine de reconquérir sa position hégémonique au sein du système international (2).

#### 1. Les États-Unis comme gendarme du monde et meilleur ennemi du terrorisme

La puissance américaine revêt un certain caractère irrésistible vue d'Afrique<sup>8</sup>. Son entrée décisive et victorieuse dans les grandes guerres du point de vue de l'histoire lui a conféré une certaine attractivité qui garde toute sa résonance dans l'imaginaire collectif international. Au sortir de la guerre froide qu'elle a remportée sans coup de canon, elle était considérée comme la seule hyperpuissance dans le monde, garante et comptable des grands enjeux sécuritaires internationaux<sup>9</sup>. Dans ce contexte, les États-Unis, bon gré malgré, sont devenus le shérif, les gendarmes du monde post-Guerre froide. Les attentats du 11 septembre et l'orientation stratégique retenue par la suite entérinent cette perception.

Les quadruples attentats du 11 septembre ont coupé le ruban d'un nouvel enjeu sécuritaire à l'échelle mondiale. Ils ont eu l'effet de drainer le déclassement d'objet du rôle de gendarme que jouaient les États-Unis sur la scène internationale. Le nouvel adversaire pour Washington, c'est le terroriste. Qu'importe le lieu où il se trouve, sa seule présence en quelque lieu justifie désormais à elle toute seule une offensive américaine. C'est donc un adversaire mondial. Cette logique a conduit l'administration

Bush à déclarer et déclencher la guerre globale contre le terrorisme (Global War On Terror-GWOT). Par globale, entendons non pas une volonté d'approche holistique et non unisectorielle, mais une circonscription de la menace à l'échelle de la planète tout entière. Toute proportion gardée, c'est donc aussi une guerre mondiale. Ainsi, par la guerre déclarée les premiers, les États-Unis s'investissent d'une double primeur devant le terrorisme, celle de première victime et celle de premier adversaire. Dans cette veine, toute naissance de foyer terroriste dans le monde devient une déclaration de guerre contre les Américains dont la réplique guerrière survit quelque peu à l'administration Bush<sup>10</sup>. La recrudescence du terrorisme en divers point du globe, notamment dans le bassin du lac Tchad avec Boko Haram, tend donc à cimenter ce rôle de gendarme mondial. La stratégie plaide pour une offensive contre les bases arrière des organisations terroristes, qui partent du Moyen-Orient jusqu'aux bases et succursales en Afrique. D'ailleurs, depuis 2001, « les destins des États-Unis et de l'Afrique sont liés de nombreuses façons qui ne sont pas largement appréciées. Ils sont liés par des défis communs, des menaces communes »<sup>11</sup>. Ce rôle qu'ils jouent poursuit inlassablement l'objectif de la réaffirmation du statut hégémonique de la puissance américaine dans le monde.

## 2. La rénovation de la puissance hégémonique américaine et le maillage territorial de l'espace géostratégique africain

Par leur rôle de gendarme du monde et adversaire des premières heures du terrorisme, les États-Unis recherchent la mise à jour de leur puissance hégémonique (a) et le maillage durable de l'espace géostratégique africain (b).

### a. La rénovation de la puissance hégémonique américaine

Les attentats du 11 septembre 2001 ont créé des turbulences importantes en ouvrant parallèlement une fenêtre d'opportunité pour l'*establishment* politique américain. Fraîchement élu Président, G. Bush considéré au départ comme un poids léger de la politique aux États-Unis, va tôt faire de s'entourer d'une équipe de vétérans de l'armée qui marqueront de leur empreinte la projection géostratégique américaine post-attentats. Considérés comme l'aile dure du parti conservateur, ces derniers étaient animés par la conviction que les États-Unis devaient rattraper le retard pris sous l'ère Clinton<sup>12</sup>. Selon ces derniers, au cours de cette période pendant laquelle les États-Unis étaient devenus la seule superpuissance mondiale, l'administration Clinton n'avait pas suffisamment exploité les opportunités en termes de puissance qui s'offrait à elle. La GWOT déclarée est donc devenue un prétexte, une caution morale aux fins de réaffirmation de leur position hégémonique. Cet appétit hégémonique se révélera par deux modalités d'action. D'un côté, le multilatéralisme guerrier affiché par la réalisation d'une coalition internationale avec la bénédiction des Nations Unies pour démonter le régime taliban en Afghanistan. De l'autre côté, l'unilatéralisme adopté par son entêtement à faire la guerre au régime irakien de Saddam Hussein, malgré les réserves d'une grande partie de la communauté internationale. Par ces faits, il s'agissait de démontrer à la communauté internationale le leadership américain, soit quand les États-Unis bénéficient d'une certaine légitimité

institutionnelle au sein de la communauté internationale, soit quand ils affrontent l'opposition de certains gros cadors de cette communauté sans pour autant se résigner à réaliser leurs desseins. En réalité, « le vrai hégémon doit pouvoir se dispenser d'alliance »<sup>13</sup>.

Cette ambition de rénovation de son leadership mondial est réaffirmée par son engagement sur les autres théâtres de guerre contre le terrorisme, au rang desquels la lutte contre Boko Haram. Pour Washington, « les États-Unis doivent renouveler leur leadership dans le monde [...] rien ne peut remplacer le leadership américain, que ce soit face à une agression, pour la cause des valeurs universelles ou au service d'une Amérique plus sûre »<sup>14</sup>. Les engagements pris servent à la création d'un monde à son image et selon sa propre ressemblance. Par la guerre, l'esprit américain plane à nouveau sur la surface d'un monde peint par ses esthètes stratèges comme décadent et en chaos devant l'hémorragie islamiste. Les USA se réinvestissent dès lors d'une mission civilisatrice, type croisade du moyen-âge. Ils se veulent tout puissant, tout faisant et tout disant, s'imposant et imposant leur vision du monde, par le dogme *démo-théocratique*<sup>15</sup>.

### b. Le maillage territorial et l'occupation durable de l'espace géostratégique africain

Le débarquement du contingent américain à Garoua et la polarisation des bases de drones dans la région procèdent de la stratégie africaine des États-Unis d'occupation des espaces. Cette stratégie lui permet d'assurer ses capacités de projection sur tous les points du globe. Jusques avant la montée en régime de Boko Haram dans la région, le Nigéria et le Cameroun, très pointilleux sur leurs souverainetés, représentent dans la région les seuls espaces sur lesquels aucune base étrangère n'est établie. Boko Haram est donc le prétexte d'une occupation tant espérée. En effet, le terrorisme marque le retour de l'ingérence armée en Afrique. Jusqu'en 2014, les États-Unis sont quasiment absents de la région, sinon une présence coordonnée avec l'aviation française sur la base de Niamey à laquelle elle apportait un soutien dans l'opération Serval. La lutte contre Boko Haram marque un tournant majeur. Depuis son déclenchement, les États-Unis se sont installés non seulement à Garoua, mais aussi à Ndjamena et Agadez. Quoique la plupart de ces bases soient annoncées pour être temporaires, la nature de la menace ne laisse pas envisager avec sérénité cette temporalité serrée. En effet, « La base, c'est comme une guerre : on sait quand ça commence, mais on ne sait jamais quand ça s'arrêtera »<sup>16</sup>. On l'a compris, vu que le terrorisme est parti pour s'inscrire dans la durée, l'Afrique est perçue comme « le champ de bataille de demain »<sup>17</sup>. Le communiqué de la Maison-Blanche qui accompagnait le déploiement américain à Garoua le laisse penser. Il précise que les troupes resteront « jusqu'à ce que leur soutien ne soit plus nécessaire ». Quand on sait que la guerre contre le terrorisme a ceci de consubstantiel qu'elle semble toujours nécessaire, le délai trahit dès lors la volonté américaine d'inscription de sa présence dans la durée.

Par ailleurs, l'occupation du territoire camerounais par les États-Unis est un sacré coup de maître, réussi au nez de la France. Celle-ci, en dépit du bénéfice des accords de défense qui la lient à ce pays, n'est jamais parvenue à détricoter la fermeté de Yaoundé sur la question de

l'occupation de son territoire. Cette fermeté est exacerbée par une opinion publique qui lui est peu favorable. Or, le Cameroun est encerclé par un dispositif militaire français important. En plus de sa présence au Niger et au Tchad avec l'opération Barkhane, la France bénéficie d'un stationnement des forces prépositionnées au Gabon. Cependant, les États-Unis ont réussi là où la France a toujours échoué<sup>18</sup>. Ils sont parvenus à infléchir mieux que quiconque le sacro-saint principe de l'intégrité territoriale fière au Cameroun.

## B. Les enjeux spécifiques de la France

En Afrique, « *la France a des objectifs propres, qui correspondent à sa situation, à son rôle et même à ses intérêts* »<sup>19</sup>. Elle joue un rôle de néo-gendarme de l'Afrique (1) et y poursuit l'objectif de restauration de sa marque de grande puissance (2).

### 1. La France comme néo-gendarme parmi d'autres de l'Afrique

La France ne peut se draper du leadership du contre-terrorisme bien tenu par les États-Unis. Son rôle se construit plutôt à la faveur de sa relation historique avec l'Afrique. Ainsi, ancienne puissance coloniale, elle a pendant longtemps sous-traité la sécurité et la défense des régimes qui la nourrissait. Par l'entremise des accords de défense et de coopération militaire passés avec plusieurs pays de son ex-giron colonial, elle assurait seule les défis qui pouvaient se présenter à ces derniers, de sécurité intérieure pour la plupart d'entre eux. C'est cette logique paternaliste qui a longtemps animé les rapports entre la France et l'Afrique, soutenus par le réseau du multilatéralisme informel qu'offraient les sommets France/Afrique<sup>20</sup>. Et même, si la France semble pourtant vouloir retourner la veste de sa politique africaine en matière de sécurité à l'amorce de la décennie 1990, par la limitation ses interventions directes sur les théâtres africains<sup>21</sup>, l'actualité récente montre l'essoufflement de cette dynamique annoncée.

En effet, la menace terroriste à laquelle sont confrontés les États africains de la zone sahélo-saharienne, n'est pas celle à laquelle les chantres de *la sécurité de l'Afrique aux Africains par les Africains et pour les Africains* s'étaient préparés et avaient préparé leurs colistiers sur le continent. L'intervention in extremis au Mali en 2013 dans le cadre de l'opération Serval en est la démonstration. Depuis, la nouvelle menace, portée par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, réintroduit le rôle de gendarme longtemps joué par la France sur le continent.

Seulement, la France n'est plus seule, sinon elle ne veut et ne peut plus être seule sur le terrain africain. Sur ce théâtre, elle partage désormais bon gré malgré la gendarmerie africaine avec d'autres acteurs internationaux. *Il ne s'agit pas de se marcher sur les pieds entre alliés en Afrique, mais plutôt d'établir les bases d'une nouvelle alliance aux fins de partage des coûts de la guerre*<sup>22</sup>, dans laquelle le *décloignement sécuritaire du pré carré français serait intelligemment amorcé, nonobstant les velléités de puissance de cette dernière*<sup>23</sup>. Ce partage de gendarmerie met en relief le système d'alliance de type *burden-sharing*<sup>24</sup>. Il traduit une tendance à la mode de ne pas agir seul dans la gestion des crises sécuritaires, mais de se prémunir de l'accompagnement des alliés, aux fins de

partager les charges financières et matérielles de l'engagement. Cette nouvelle modalité de l'intervention sécuritaire est confirmée par François lorsqu'il affirme : « *je disais que parfois nous courons le risque d'agir seul. Je réponds que nous ne sommes pas seuls, nous sommes les premiers* »<sup>25</sup>. Autrement dit, la France est ou se fait dorénavant accompagnée sur le continent<sup>26</sup>, en cela elle n'est plus seule. Cependant, elle veut garder la main sur les initiatives sécuritaires, en cela elle demeure la première<sup>27</sup>. Elle accepte donc de devenir l'un des gendarmes de l'Afrique, gendarme par ailleurs qui veut garder la main sur le jeu en étant responsable du bataillon international présent.

### 2. La restauration de sa marque de puissance : *Make France Great Again in Africa*

La Guerre froide a construit un écran de puissance pour la France qui, sur la scène internationale, apparaissait beaucoup plus puissante que ce que son poids réel représentait dans les faits. La fin de cette guerre sans canon a fait tomber le rideau des oripeaux de cette puissance. Elle a ramené la France à son statut réel, celle d'une puissance moyenne<sup>28</sup>. Par ailleurs, la survivance de cette puissance passe par l'entretien de son influence en Afrique. Cette réalité, le général de Gaulle la traduisait déjà en son temps dans ces termes : « *la petite France sans ses filles d'outre-mer, serait une pauvre condamnée à la servitude (...) qu'une métropole sans colonie ne serait plus qu'une pauvre France ravalée au rang d'une toute petite nation* ». Le génie du général de Gaulle a été de substituer à la domination coloniale une habile coopération qui a permis à la France de faire de ses anciennes colonies des marchepieds pour la construction de sa puissance et son rayonnement international. Il le savait, sans l'Afrique, la puissance de la France relève du mythe difficile à repérer<sup>29</sup>. Ce génie est remis en cause depuis quelques années en Afrique. Dans la lutte contre Boko Haram, l'identité de rôle de la France en tant que néo-gendarme de l'Afrique vise d'une part la préservation de sa zone traditionnelle d'influence, et d'autre part le déplacement des bornes de cette zone (a) pour une emprise sur l'Afrique anglophone (b).

### a. La pérestroïka française et la préservation de sa zone traditionnelle d'influence

La « tentation de l'Empire » et l'appétit impérial de la France sont encore présents et ancrés. La France continue d'assumer avec une certaine fierté une forme de tutorat diplomatique de l'Afrique au sein de l'ONU. Aussi, sa volonté d'assumer les premiers rôles aux premières heures de la riposte africaine contre Boko Haram porte les marques d'une réinvention de la stratégie de Bismarck, non plus pour faire fonctionner la paix, mais pour lubrifier la guerre<sup>30</sup>. Accompagnée par certaines puissances occidentales, le complexe d'alliances qu'elle organise autour d'elle crée une bourgeoisie d'États. Ceux-ci composent la gouvernance oligarchique des puissances du premier étage, et finissent par ranger les autres à l'étagère du prolétariat. Elles sont réduites à des rôles mineurs, qui fragilisent peu le système ainsi constitué. En réalité, « *les puissances occidentales, les yeux sur le compteur de la puissance, n'ont jamais su faire avec les petits* »<sup>31</sup>.

Seulement, depuis quelques années, le compteur de la puissance française en Afrique dysfonctionne et est

accusé d'avoir été truqué. La France est bousculée par une réticence africaine qui lui dit, par des mots tantôt feutrés tantôt marqués, qu'elle n'est plus le gâteau à se partager. Les opinions publiques lui sont de plus en plus hostiles et sa présence militaire y est décrite comme une ingérence qui rappelle le fantôme de la France colonisatrice. Si donc son appétit demeure, il devra apprendre à être satisfait autrement, au risque de se satisfaire d'une puissance qui s'atrophie parce qu'en Afrique répudiée. Il s'opère donc une véritable refonte politique, une rénovation de sa présence, une transformation de ses codes et accès stratégiques, une forme de pérestroïka à la française pour la reconquête de l'Afrique aux fins de préservation de sa zone d'influence. Pour traduire la substance de cette nouvelle orientation, Emmanuel Macron assure : « *on essaie de construire une nouvelle action sur et avec l'Afrique [...] la France et l'Afrique c'est toute une histoire [...] elle a des pages glorieuses elle a aussi des pages extrêmement douloureuses [...] l'Afrique est un continent jeune et moi j'ai envie qu'on ouvre une nouvelle page* »<sup>32</sup>. Cette nouvelle action sur et avec l'Afrique est fille d'un constat qui s'impose, car de son propos, en Afrique, « *quand je regarde les quinze dernières années, la France et l'Europe ont décroché. Et la France plus particulièrement que d'autres parce qu'on avait une position historique. Je pense que cela doit nous conduire à un réveil qui est de repenser nos méthodes, de repenser notre approche* »<sup>33</sup>.

Pour accompagner l'acte à la parole, le macronisme africain commence par reconnaître que « *la France a une part d'Afrique en elle [...] une part d'Afrique en son sein, en son cœur* »<sup>34</sup>. Sa politique africaine veut démarquer la France de l'image de la brute et du truand renvoyée en Afrique. Elle veut renvoyer une autre image, celle d'être le bon. Cette image passe par un changement de narratif et par l'adoption de politiques volontaristes. D'où l'ouverture des nombreux fronts de discussion *sans tabou* par lesquels la conversion du regard avec l'Afrique souhaite être réalisée. Entre autres, la réforme du CFA, la restitution des objets d'art, la mise en place d'une commission d'étude sur le génocide tutsi au Rwanda, l'initiative de l'organisation du sommet de Paris sur le financement des économies africaines suite à la Covid-19 le 18 mai 2021, la multiplication des plateformes d'un nouveau genre telles l'échange avec la diaspora africaine à l'Élysée en le 12 juillet 2019 et le prochain sommet de Montpellier spécial Afrique-France reporté au mois d'octobre 2021. Spécial parce qu'aucun chef d'État africain n'y est convié. Il s'agit d'un carrefour entre la France et la société civile africaine, dont les échanges sont préparés par une plateforme d'intellectuels africains considérés des « *intellectuels rebelles* » pour une frange politique africaine, notamment le Camerounais Achille Mbembe qui en assure la coordination. Ces efforts sont guidés par le souci de préservation de l'influence, partant de la puissance de la France qui, sans l'Afrique, devient obsolète. La mise à jour est donc bien informée de ce qu'avec l'Afrique « *nous avons un destin lié. Il y'a une chose qu'on ne peut pas enlever à la France et l'Europe et qui nous différencie des USA et de la Chine, c'est que si l'Afrique échoue, l'Europe ne peut pas réussir. Le destin européen est lié au destin africain. Nous ne pouvons pas réussir sans vous* »<sup>35</sup>.

Pour atteindre cet objectif, la France semble s'être mise au chinois sur le continent. Elle parle désormais une langue très proche du mandarin stratégique. Cette nouvelle consonance entend faire concurrence, tout au moins participer au repositionnement de la France en Afrique. Pour elle, « *on a bâti dans des modèles passés des développements économiques qui n'étaient pas équilibrés. On allait exploiter des matières premières, on allait faire du chiffre en Afrique sans permettre à la classe moyenne africaine de se développer [...] Ce qu'on est entrain de faire, par notre politique universitaire, notre politique culturelle, notre politique de développement économique, c'est un partenariat équilibré [...] Cette reconquête de l'Afrique passe par la reconquête des cœurs et ce n'est pas de se sentir en concurrence de prédation avec l'autre, c'est de dire on a à bâtir ensemble une réussite qui est la nôtre. Et donc être dans un partenariat qui est respectueux et beaucoup plus équilibré* »<sup>36</sup>. Cette reconnaissance froide et clinique est une cure nécessaire, le choix de mettre des mots sur ses nombreux maux en Afrique, mais aussi de dire à demi-mots que le modèle de partenariat gagnant-gagnant chinois est source d'inspiration, sans que ne se produise une imitation, tout au moins sans en reconnaître l'ambition.

#### **b. L'extension de son influence par la construction d'une Afrique anglophone française**

La France en Afrique ne se met pas seulement au chinois, elle parle dorénavant aussi anglais. La lutte contre Boko Haram sert amplement cet apprentissage, mieux, ce ratissage de puissance. Par son engagement, la France se repositionne au Nigéria. À la faveur de l'initiative de dialogue et de coordination de la réponse entre le Nigéria et ses voisins francophones, dont le Cameroun, elle entend se reclasser en jouant les premiers rôles dans une partie de l'Afrique étrangère à son ex-giron colonial. L'ouverture à l'Afrique anglophone « *est particulièrement précieuse puisqu'elle permet d'en finir avec la coupure entre l'Afrique anglophone et l'Afrique francophone* »<sup>37</sup>. Pour la politique africaine de la France, la destruction de la frontière entre ces Afriques vise à faire de la francophonie, déjà bien introduite en Afrique francophone, un facteur d'intégration de cette autre Afrique, anglophone cette fois-ci. Cette autre Afrique se présente comme la locomotive de la croissance économique du continent et offre un visage plus démocratique, dynamique et attractif. Cette ouverture se démontre notamment au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, dont l'actuelle Secrétaire générale, la Rwandaise Louise Mushikiwabo, a été plébiscitée par la France. Rwanda qui, après le génocide et les accusations de complicité portées contre la France, avait décidé de tourner le dos à la France et au monde francophone, pour résolument devenir un pays anglophone.

Suivant cette logique d'expansionnisme en Afrique anglophone, pour la France, le Nigéria est « *un pays qui compte sur la scène internationale. C'est le pays le plus peuplé du continent africain avec 180 millions d'habitants ; c'est la première économie africaine ; c'est la 20e puissance économique du monde [...] La France veut pleinement s'y investir* »<sup>38</sup>. Le Nigéria est le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne<sup>39</sup>. Sur le plan diplomatique, pour démontrer cette importance, en 2014 et 2015, François Hollande n'avait passé que quelques heures lors de ses visites au Niger, au Tchad et au Cameroun.

Pourtant, invité d'honneur au centenaire de la création du Nigéria en février 2014, il y a passé deux jours, avant de co-présider le deuxième sommet régional pour la sécurité du bassin du lac Tchad à Abuja, le 14 mai 2016. Avant cela, fraîchement élu Président nigérian, Muhammadu Buhari après avoir accordé ses premières visites officielles aux Niger, Tchad et Cameroun, pays du pourtour du bassin du lac Tchad avec lesquels le Nigéria est entré en guerre contre Boko Haram, il a réservé sa première visite internationale hors d'Afrique à la France, du 14 au 16 septembre 2015. Le développement de ces relations bilatérales en temps de guerre contre Boko Haram traduit l'opportunité dont fait preuve la France dans cette lutte.

Mieux, pour Emmanuel Macron, « *il est impossible de travailler avec l'Afrique sans échanger avec le Nigéria [...] Si le Nigéria échoue, il est impossible que la région réussisse [...] Nous voulons travailler beaucoup plus avec le Nigéria sur la sécurité dans la région, contre Boko Haram et tous les groupes terroristes* »<sup>40</sup>. Ainsi, à la suite de la mort brutale d'Idriss Deby, véritable commandant de guerre aux avant-postes de la lutte contre Boko Haram dans la région, Paris envisagerait le renouvellement de son partenariat stratégique avec le Nigéria. Poids lourd de la région, l'instabilité dans ce pays affecterait davantage les pays francophones voisins où la France est particulièrement présente. Cette ouverture stratégique sur l'Afrique anglophone s'accompagne aussi de jeux et d'enjeux économiques. C'est au Nigéria par exemple qu'Emmanuel Macron compte lancer la conférence « Choose Africa ». Initiative destinée à soutenir le développement des startups et des petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique.

L'engagement de la France dans la lutte contre Boko Haram au Cameroun sert donc sa puissance, qu'elle veut préserver d'une part, élargir d'autre part. Les enjeux spécifiques des autres acteurs étatiques ne s'éloignent pas particulièrement de cet appétit de puissance.

## II. LES ENJEUX LATENTS DES ACTEURS MOINS ACTIFS

Les enjeux spécifiques des acteurs internationaux moins actifs seront recoupés dans deux catégories. D'une part, nous présenterons les enjeux des pays émergents que sont la Russie et la Chine (A) et d'autre part les enjeux des autres puissances traditionnelles que sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne et Israël (B).

### A. Les enjeux latents des pays émergents

La Russie et la Chine appartiennent toutes les deux au club des émergents, réunis autour d'un nouveau multilatéralisme informel formé par les BRICS. La construction de leur identité de rôle révèle leur statut de puissances insatisfaites qui, par une diplomatie de contestation de l'ordre international existant et dominé par les puissances occidentales, entendent assumer dorénavant de nouveaux rôles en Afrique en se déployant sur ses théâtres, dont celui du bassin tchadien. La construction de ce rôle (1) précèdera la présentation des buts poursuivis (2).

#### 1. La volonté de jouer les premiers rôles en Afrique par la contestation de l'ordre occidental existant

La Russie et la Chine apparaissent sur la scène internationale comme un « *véritable cortège de sans-grades, jusque-là relégués en deuxième division, qui revendique avec force le droit de monter en première division* »<sup>41</sup>. Cette revendication est d'autant plus marquée alors que s'observe sur le théâtre de la guerre contre Boko Haram une forme d'ostracisme diplomatique créé par la triple entente, savoir la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les anciennes puissances ont pris l'habitude de jouer seules dans l'arène africaine. Elles continuent de rêver à moitié éveillées d'y gouverner seules au nom d'une certaine responsabilité particulière<sup>42</sup>. Ce que ces nouvelles puissances contestent par la création d'une alternative sécuritaire proposée aux États africains, en l'espèce le Cameroun. Il ne s'agit plus de rester assis en arrière-plan, observateurs passifs du jeu des grands. Et même, sur la guerre mondiale contre le terrorisme, la guerre commune ne s'opère plus pourtant dans les mêmes rangs. C'est une rupture d'avec la position qui avait été affichée par Moscou et Pékin à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Dans la foulée des attentats, Vladimir Poutine et Jiang Zemin avaient aussitôt appelé leur homologue américain pour lui exprimer la compassion et le soutien de leurs pays dans la GWOT envisagée. Pour marquer cette solidarité particulière, le 18 septembre 2001, le dirigeant chinois affirmait : « *dans la lutte contre le terrorisme, le peuple chinois se tient aux côtés du peuple américain* »<sup>43</sup>. Seulement, ces puissances ont depuis compris l'instrumentalisation de cette guerre aux fins d'assise exclusive des ambitions hégémonistes américaines. Sur les nouveaux fronts, les positions s'étirent par la tension qui s'exerce sur la puissance. La lutte contre Daech sur le théâtre syrien en est l'expression la plus récente. Si tous les acteurs internationaux en présence s'accordent sur cet ennemi, ils ne jouent pas pour autant tous dans la même équipe. La participation de la Russie sert à contester et museler la puissance occidentale qui concurremment, suivant la doctrine du *regime change*, tient mordicus à l'éviction du régime d'Assad. Après dix ans de guerre, ce dernier tient encore bon, devant sa survie politique au soutien infaillible de l'allié russe.

En Afrique, cette contestation est tout aussi signifiée, quoique davantage feutrée. Après avoir été dupée sur la Libye par les pays de l'OTAN en 2011, la présence sino-russe est de plus en plus visible et s'intéresse à la capitalisation des marges laissées par leurs concurrents sur le continent. C'est ce qui s'observe en République Centrafricaine, où les troupes russes ont suppléé la France après le retrait de l'opération Sangaris. Aussi, la Chine a recours à un hard power nouveau par une intensification de sa coopération militaire sur le continent. En 2017, l'Armée Populaire de Libération (APL) installe pour la première fois une base militaire hors de ses frontières. C'est l'Afrique qui est choisie, notamment la station balnéaire des armées étrangères, Djibouti. En 2018, elle a effectué des manœuvres militaires au Cameroun et au Nigéria. C'est une véritable rupture d'avec sa doctrine de politique étrangère du *taoguang yanghui*, qui consistait à « *cacher nos capacités, attendre notre heure et faire profil bas* »<sup>44</sup>. Tous ces jeux participent à la construction des nouveaux rôles que ces deux pays entendent assumer sur le continent. Leur volonté de participer à la gouvernance sécuritaire sur le

continent poursuit l'objectif de captation de la puissance pour lequel leur appétit a grandi.

## 2. La participation à la gouvernance mondiale et la captation de la puissance en Afrique

La Russie et la Chine sont toutes les deux à la recherche d'un statut politique plus prépondérant sur la scène internationale. L'axe de coopération sud-sud construit autour des BRICS servait déjà cette fin. L'engagement pour la sécurité en Afrique à la faveur de la lutte contre Boko Haram s'y emploie davantage. Alors que la Russie est nostalgique de la grandeur de sa puissance qu'elle veut restaurer (a), la Chine pour sa part veut s'affirmer comme nouvelle puissance avec laquelle il faut compter (b).

### a. Le redressement de la puissance de l'Ours russe et la restauration de sa grandeur

L'insécurité pour cause de terrorisme en Afrique crée un climat polaire propice au redéploiement de l'Ours russe, dont la puissance s'y retrouve comme un poisson dans l'eau. Cette volonté de captation de la puissance en Afrique est conséquente de la position à laquelle la Russie a été confinée après sa défaite dans la Guerre froide. Comme par punition, la Russie s'est sentie exclue et isolée de la gouvernance mondiale après la chute de l'URSS. Les mécanismes qui avaient été pensés afin d'associer Moscou à la gestion des affaires mondiales n'ont pas été concrétisés. Même le rapprochement avec l'OTAN par l'organisation des sommets Russie-OTAN n'a finalement accouché que de belles promesses non tenues, entre autres celle du non-encerclement de la Russie par les troupes occidentales. Or, si la Russie a perdu l'affrontement glacial avec les États-Unis, penser que les Russes l'ont aussi perdu revient à une mauvaise évaluation de la défaite de l'URSS. Le communisme est peut-être mort, aux termes de Boris Eltsine, cependant les Russes continuent de vivre et d'aspirer au repas auquel ils ont été habitués, la puissance par laquelle ils ont pendant plusieurs décennies cogéré le monde aux côtés des Américains<sup>45</sup>. Pour la Russie donc, il faut restaurer sa puissance trop brutalement radiée de la carte de la gouvernance du monde. Le partage de Berlin est à recommencer.

Pourtant, sur le départ, le tout jeune ours russe, né après la Guerre froide, semblait vouloir ne pas s'engager dans une captation compétitrice de la puissance dans laquelle il s'opposerait au nouvel hégémon américain. La Russie avait fait le choix de soutenir et/ou d'accompagner la puissance américaine sur certains théâtres. C'est dans ce sens qu'on peut comprendre le soutien de Poutine à la GWOT en 2001. La fin recherchée de cette stratégie politique était dans un premier temps l'acquisition d'un statut sur la scène internationale. Seulement, le suivisme n'était pas parti pour demeurer en l'état. Les ambitions géostratégiques de la Russie ont été entretemps réévaluées. L'appétit pour la puissance de l'ours russe est chatouillé alors qu'au même moment l'épervier américain cligne des yeux. Ses nouvelles ambitions visent la restauration de la grandeur nationale russe. L'objectif est de faire de la Russie un nouvel arbitre géopolitique incontournable de la scène internationale. Ce qui se vérifie par les rôles cardinaux qu'elle joue ces dernières années sur certaines grandes questions internationales, au rang desquelles la Syrie, l'Iran, ou encore la RCA en Afrique.

Cette entreprise de restauration de sa puissance est d'autant plus marquée par le ton adopté entre la Russie et les Occidentaux depuis la crise ukrainienne, annonciatrice d'une néo-pérestroïka qui sert à la redécouverte par Moscou des frontières de l'ex-URSS. La reconnaissance de la République de Crimée et la ville de Sébastopol comme de nouvelles entités de la Fédération de Russie ont entraîné des sanctions d'un nouveau genre des pays occidentaux. Elle a notamment été exclue du G8 redevenu G7. Vladimir Poutine ne manque plus depuis de fustiger, voire de ridiculiser sur le verbe les Occidentaux, notamment quand ces derniers lui en donnent l'occasion<sup>46</sup>. Aux termes de Pascal Boniface, « pour Poutine, qui a souvent dit que la plus grave catastrophe géopolitique du XXI<sup>e</sup> siècle était la disparition de l'Union soviétique, il ne s'agit pas aujourd'hui de recréer une Union soviétique avec un système d'alliances et de pays communistes à même de contester le modèle capitaliste occidental. Il s'agit de faire en sorte que la Russie soit respectée, quitte à ce qu'elle soit crainte et non aimée »<sup>47</sup>.

Exclue des cercles de gouvernance, la Russie recherche en Afrique de nouveaux partenaires sur lesquels elle compte s'appuyer pour projeter sa puissance sur la scène internationale. Pour ce faire, elle mène une diplomatie de contestation de l'ordre international existant, se prêtant notamment au jeu de la concurrence des narratifs. Ceci s'observe lorsqu'elle organise du 22 au 25 octobre 2019 le tout premier sommet Russie-Afrique à Sochi. En exorde du sommet, Poutine affirme : « nous voyons comment certains pays occidentaux ont recours à la pression, à l'intimidation et au chantage contre des gouvernements souverains africains. Ils utilisent de telles méthodes pour tenter de se redonner une influence et une domination perdues dans leurs anciennes colonies sous une nouvelle forme et ainsi pouvoir tirer le maximum de profits en exploitant le continent »<sup>48</sup>. Ainsi, la Russie se pose en s'opposant à l'Occident dont l'impérialisme est doigté sur le continent. Invité au sommet, l'activiste Nathalie Yamb y martèle : « nous ne venons pas en Russie pour y chercher de nouveaux maîtres qu'on substituera aux anciens, nous y venons trouver des partenaires pour faire du business gagnant-gagnant ». Pour s'implanter en Afrique, la Russie a bien compris qu'elle ne doit pas s'y employer par une diplomatie de substitution des ex-colons, mais plutôt une politique de rupture pour emprunter la voie du partenariat. Seulement, la relation Russie-Afrique n'est pas aussi monétisée qu'on voudrait le penser, voire l'espérer. En 2017, le volume des échanges avec l'Afrique se situait autour de 17 milliards de dollars, très loin des 200 milliards chinois par exemple. Relation fortement démonétisée, le partenariat russe pour se positionner sur le continent propose, en vertu du respect de la souveraineté des États africains, la protection militaire des régimes en place. Ce discours parle aux oreilles de certains dirigeants africains, harcelés par les menaces impérialistes feutrées des puissances coloniales.

C'est dans ce construit de coopération démonétisé, mais fortement militarisé, que la Russie s'inscrit dans le cadre de sa participation à la lutte contre Boko Haram. Le soutien logistique promis au Cameroun en 2015 était pour exprimer ce rapport concurrentiel, mais aussi une diplomatie du mieux offrant lui permettant de se

positionner en pôle position de la liste des partenaires sécuritaires. L'ambassadeur de Russie au Cameroun, Nikolay Ratsiborinsky annonçait dans ce sens que le soutien logistique russe serait constitué « *des armements sophistiqués de dernière génération : de l'artillerie lourde, des missiles, des systèmes de protection aérienne, des véhicules blindés pour le transport des troupes* »<sup>49</sup>. Les mots choisis étaient pour faire comprendre qu'elle offrait au Cameroun, à la différence des autres acteurs internationaux, la crème de la logistique militaire. Discours qui sert ici les fins de sa politique de grandeur sur la scène africaine.

#### **b. L'affirmation de la nouvelle puissance chinoise en Afrique et la recherche d'alliance internationale**

Des pieds d'argile, la Chine est devenue ces dernières années un géant aux reins solides. La modernisation de son armée entamée lui donne aujourd'hui fière allure. Elle est passée d'une puissance militaire par le passé humiliée à une puissance militaire imposante parce que modernisée. Elle se sert de la Russie dans ce sens pour avancer dans le cercle des puissances militaires. Le G2 militaire informel créé s'observe par la récurrence des exercices militaires annuels conjoints entre les deux armées. Entre 2003 et 2013, les dépenses militaires chinoises ont connu la plus forte croissance mondiale (+170 %). La Chine est devenue en 2011 le deuxième budget militaire mondial, derrière les États-Unis, mais devant la Russie<sup>50</sup>. Sa doctrine militaire s'appuie sur une vision géopolitique des trois cercles<sup>51</sup>.

En Afrique, la Chine travaille à la création d'un autre nouvel ordre mondial, un monde multipolaire affranchi de l'ubiquité américaine et occidentale. L'expression de sa diplomatie militaire et sa présence par le hard power sont de plus en plus marquées sur le continent. Ce moyen traduit la volonté de Pékin de faire comprendre à ses pairs qu'elle ne fait pas que le commerce en Afrique. Elle est aussi une puissance responsable, capable de participer à la sécurité internationale. Cette idée était déjà recherchée lorsque la Chine a choisi de s'unir aux États-Unis en 2001 dans sa GWOT. Seulement, il faut remarquer que la Chine avait choisi de soutenir exclusivement les initiatives engagées dans le cadre multilatéral des Nations Unies<sup>52</sup>. Par ailleurs, cette participation à la sécurité du continent s'opère dans un cadre collaboratif et défensif. La Chine évite comme elle peut de s'attirer les mêmes critiques d'un hégémonisme de type occidental naissant sur le continent. Sur le terrain militaire, elle avance donc prudemment, en gardant au chevet de sa stratégie sa philosophie retoquée de la non-ingérence.

Par ailleurs, sa participation aux enjeux sécuritaires du continent, notamment à la guerre contre Boko Haram, exprime le « *besoin d'alliances internationales* »<sup>53</sup> qu'elle recherche sur une autre question sécuritaire qui se déroule sur son territoire. Dès 2001 déjà, l'adhésion de la Chine à la GWOT avait ceci de subreptice que par-là, la Chine entendait elle aussi signifier à la communauté internationale son statut de victime du terrorisme, notamment dans sa province du Xinjiang. Ainsi, son « *engagement aux côtés du 'monde civilisé' permettrait en quelque sorte de légitimer la lutte du Parti communiste chinois* »<sup>54</sup> contre les membres du Falun gong (Oùïgours, Tibétains et Taiwanais) considérés par Pékin comme terroristes.

La participation de la Chine à la lutte contre Boko Haram n'échappe pas à cet enjeu. Il se réalise une forme de troc

diplomatique. Le soutien de la Chine au Cameroun lui permet de faire sa guerre contre cet adversaire. Concurremment, la Chine s'assure du soutien du Cameroun au sein des Nations Unies dans sa politique contre les minorités ouïgours ; politique pourtant très décriée par les pairs occidentaux. Pour dire la fraîcheur de cette entente, le Cameroun a co-organisé avec la Chine un évènement sur la question aux Nations Unies. Et même, la Chine lui a renvoyé la pareille en rappelant au cours d'une réunion informelle que la situation dans les régions en crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun était simplement une menace de sécurité intérieure relevant de la souveraineté de l'État camerounais, et donc ne devrait pas être discutée sur le forum<sup>55</sup>.

## **B. Les enjeux latents des autres puissances traditionnelles**

De par leur identité de rôle, les autres puissances traditionnelles que sont ici Israël (1), l'Allemagne (2) et la Grande-Bretagne (3) poursuivent également des enjeux qui leur sont spécifiques.

### **1. Les enjeux spécifiques d'Israël**

Sur la lutte contre le terrorisme, Israël se présente comme un modèle qui peut inspirer et être imité par les États africains, en l'espèce le Cameroun. Sa participation sur le théâtre africain à la lutte contre Boko Haram vise la recherche et la consolidation de soutien international, notamment de ses pairs africains.

#### **a. Israël comme modèle de lutte contre le terrorisme**

Dans la lutte contre le terrorisme, Israël est un pays bien rodé aux stratégies de la guerre asymétrique. En proie à une insécurité permanente, Israël a pris l'habitude de vivre dans une certaine normalité sécuritaire le conflit qui l'oppose aux Palestiniens depuis la proclamation de l'État hébreu en 1948. Ce que le Cameroun connaît depuis quelques années seulement, exception du climat sécuritaire jusqu'alors relativement tranquille, tout au moins à l'abri de cette forme de criminalité, Israël le vit depuis plus de soixante-dix ans quasi quotidiennement. Par ailleurs, la permanence de l'insécurité sur le territoire israélien ne signifie pas l'absence de sécurité. Bien au contraire, les formules que les forces de sécurité et de défense sont parvenues à mettre sur pied font de ce pays l'un des modèles, qui se cite et est cité en exemple, de la résistance victorieuse – et non la victoire décisive- d'un État sur le terrorisme. Les solutions israéliennes sont évoquées et convoquées à l'envie ces dernières années par des acteurs politiques occidentaux, suite à la résurgence des attentats terroristes sur les sols européen et africain. Au-delà des stratégies et techniques qu'il peut apporter, la leçon inaugurale que l'État d'Israël propose à tous ses disciples, notamment ses nouveaux fidèles africains, se fixe sur la promesse d'une lutte *ad vitam aeternam* contre le terrorisme. Par ailleurs, c'est profitant de cette expertise internationale reconnue qu'Israël avance ses pions en Afrique, en poursuivant l'objectif de développer un nouveau multilatéralisme et consolider des soutiens internationaux.

#### **b. Le développement de nouveaux liens en Afrique musulmane et la consolidation des soutiens au sein des instances internationales**



En Afrique, la présence d'Israël a souvent été associée à ses soucis de sécurité intérieure. Celle-ci se résumait à la surveillance de l'importante diaspora libanaise présente sur le continent<sup>56</sup>. Très active, cette diaspora y est surveillée en raison des possibles soutiens financiers qu'elle apporterait au Hezbollah libanais ; organisation considérée comme terroriste et ennemi de l'État hébreu<sup>57</sup>. Seulement, l'implication d'Israël dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, en l'espèce la lutte contre Boko Haram, poursuit d'autres objectifs.

D'un côté, l'État d'Israël tente de sortir de son isolement diplomatique en recherchant en Afrique l'établissement de nouveaux liens. L'État hébreu a pendant longtemps été perçu du point de vue de plusieurs pays africains comme un État colon en Palestine. Ces derniers voyaient en la cause palestinienne l'aspiration légitime d'un peuple à la liberté et à l'autodétermination, opprimé par l'occupation israélienne. Perception qui a contribué à l'étiement, sinon à la rupture des relations diplomatiques entre certains pays africains et Israël. Par solidarité historique au regard des luttes anticoloniales partagées ou par affinité religieuse avec la Palestine à dominante musulmane, des États africains à l'instar du Tchad ont privilégié cette option de rupture. Or, au cours de sa visite dans ce pays en 2018, le Premier ministre Netanyahu assurait : « *cette visite fait partie de la révolution que nous menons dans le monde arabe et musulman que j'avais promis d'accomplir* »<sup>58</sup>, avant d'ajouter « *tout cela irrite et provoque même la colère de l'Iran et des Palestiniens qui tentent d'empêcher cela, mais ils n'y parviendront pas* »<sup>59</sup>. Le but de l'État hébreu est donc d'élargir en Afrique le cercle des pays avec lesquels il entend entretenir des relations nouvellement cordiales et paisibles. La création de ce cercle vertueux pour des relations fructueuses avec ces pays à dominante musulmane brise concurrentiellement le « *cercle vicieux du boycott et de l'hostilité [...] menant à la fin graduelle du conflit israélo-arabe même si les relations avec les Palestiniens ne se sont pas améliorées* »<sup>60</sup>.

De l'autre côté, la participation d'Israël à la lutte contre Boko Haram vise la consolidation des soutiens réguliers d'Israël au sein des instances de coopération multilatérale. En effet, pour ce qui concerne les relations entre Tel-Aviv et Yaoundé, à la différence de la majeure partie des États africains, le Cameroun reste un des rares pays africains à ne pas reconnaître l'existence de la Palestine<sup>61</sup>. Cette position conduit au soutien régulier d'Israël au sein des instances multilatérales, notamment aux Nations Unies<sup>62</sup>. Ce soutien constant du Cameroun est reconnu et apprécié par l'ancien ambassadeur d'Israël, Ran Gidor, en ces termes : « *nous exprimons aussi notre appréciation et nos remerciements pour le soutien du Cameroun dans les rencontres internationales* »<sup>63</sup>.

## 2. Les enjeux spécifiques de l'Allemagne

En Afrique, l'Allemagne poursuit la révision de son rôle sur la sécurité internationale (a) ceci dans le but de s'assurer une certaine autonomie stratégique vis-à-vis du parapluie américain (b).

### a. L'Allemagne comme nouvelle puissance militaire au service de la sécurité du continent africain

L'Allemagne a opéré ces dernières années une révision de son rôle sur la sécurité internationale. D'une puissance militaire réservée, elle se fait de plus en plus

présente sur les théâtres situés à l'extérieur de son territoire, notamment au Sahel. En 2020, 1 100 militaires ont été déployés au Mali, en soutien à la MINUSMA et à la mission de formation de l'Union européenne. Cette présence révèle une rupture d'avec sa posture stratégique post-Guerre mondiale. Punie par les alliés vainqueurs de la guerre, elle a été réduite à une politique sécuritaire confinée dans la mémoire d'un passé militaire qui lui est défavorable. Cependant, de fauteurs de trouble de la sécurité internationale lors des deux guerres mondiales, l'Allemagne entend désormais assumer de nouveaux rôles sur la scène internationale. Ces nouveaux rôles entraînent la modification des cadres traditionnels de coopération avec le continent, le soutien militaire étant mis en avant dans le contexte de l'instabilité pour cause de terrorisme, en l'espèce le terrorisme de Boko Haram.

### b. La recherche d'une autonomie stratégique détachée de tout parapluie sécuritaire

Les nouveaux rôles construits poursuivent la concrétisation de l'objectif d'autonomisation stratégique de l'Allemagne vis-à-vis des États-Unis et de la France. Cette volonté est entretenue par une double dynamique. D'une part, celle provoquée par le discours américain sous l'ère Trump. Celui-ci pressait l'Allemagne et les autres partenaires de l'OTAN à une grande implication financière de ces derniers au prorata d'un investissement militaire représentant 2 % de leurs PIB pour les fins de sécurité collective. Donald Trump ne manquait pas de pointer du doigt l'attitude de l'Allemagne, qui, en bonne santé économique, continue de serrer la main sur la caisse de ce système de défense collective. D'autre part, la dynamique impulsée par une France qui s'essouffle de tirer à elle toute seule la sécurité de l'Europe dans le bassin africain. Elle ne cesse de répéter à ce pair que les enjeux sécuritaires de l'Afrique, s'ils sont négligés, seront certainement ceux de l'Europe. Une Europe dont le leadership est assumé par le duopole franco-allemand.

Depuis lors, avec la France, l'idée d'une défense européenne, indépendante de l'OTAN, fait son chemin. Celle-ci concrétise « *l'affaiblissement de la logique de protection et d'alliance liée à la bipolarité* »<sup>64</sup>. La présence militaire de l'Allemagne sur le continent ne s'opère par ailleurs pas toujours en partenariat avec la France. Vis-à-vis d'elle, Berlin prend quelques distances sur certaines opérations. Ceci se vérifie par son refus de participer aux opérations de combat de la force Takuba au Mali<sup>65</sup>. Là aussi donc, l'autonomisation stratégique d'une Allemagne qui se projette et se protège, se débarrassant du tutorat sécuritaire franco-américain, est mise en relief.

### 3. Les enjeux spécifiques de la Grande-Bretagne

La lutte contre Boko Haram accompagne l'évolution de la place de la Grande-Bretagne dans le concert des Nations, qui, jusqu'au référendum du 23 juin 2016, appartenait à l'Union européenne. Une fois la sortie de l'UE votée, la politique africaine de la Grande-Bretagne est affectée par de nouveaux enjeux. Alors qu'elle apportait déjà avant le Brexit son soutien au Cameroun dans sa lutte contre Boko Haram, la poursuite de la guerre, à l'ère post-Brexit, emporte de nouveaux enjeux spécifiques qu'elle désigne, du fait du nouveau rôle qu'elle entend assumer sur la scène internationale. Il s'observe une recherche d'un nouveau statut qui s'opère par un

« comeback » en Afrique (a) qui exprime la volonté de construire de nouveaux partenariats politiques et économiques avec l'Afrique (b).

#### a. Le 'comeback' britannique en Afrique et la construction d'un nouveau statut prépondérant dans l'arène internationale

La Grande-Bretagne redécouvre le monde de manière solitaire, détachée du fardeau européen qu'elle ne supportait plus. Le vote en faveur de la sortie de l'UE la pousse, esseulée dorénavant, à redéfinir sa position, ses options et ses ambitions au sein du concert des Nations. Pour ce faire, la Grande-Bretagne engage sur le continent africain un *comeback* destiné à l'y positionner en pole position, car, pour le Premier ministre Boris Johnson, « l'Afrique est l'avenir, et le Royaume-Uni a un rôle important et actif à jouer dans ce futur »<sup>66</sup>. Ainsi, pour la Grande-Bretagne, le futur ne peut s'envisager ni sans elle ni sans l'Afrique. La recherche d'un nouveau statut et la volonté de jouer les premiers rôles sur la scène internationale obligent la prise en considération de l'Afrique, vers qui le centre de gravité du monde finira par se diriger à l'avenir. Or, les égards vis-à-vis de l'Afrique n'occulent pas les défis sécuritaires de cette dernière, défis auxquels la Grande-Bretagne convie son appui. La lutte contre Boko Haram en est une illustration.

#### b. Le renforcement de la coopération et la recherche de nouveaux partenariats politiques et économiques en Afrique

La rupture d'avec l'UE et la construction de nouveaux rôles en Afrique poursuit l'enjeu du développement par la Grande-Bretagne de nouveaux partenariats politiques et économiques sur le continent. Au cours de sa tournée africaine, qui l'a amenée tour à tour en Afrique du Sud, au Nigéria et au Kenya à partir du 28 août 2018, l'ex-Première ministre Theresa May affirmait : « alors que nous nous préparons à quitter l'Union européenne, le moment est venu pour le Royaume-Uni d'approfondir et de renforcer ses partenariats à travers le monde. [...] Je suis impatiente de discuter de la manière dont nous pouvons le faire aux côtés de l'Afrique, afin de contribuer à la réalisation d'investissements importants et à la création d'emplois »<sup>67</sup>. Cette course vers de nouveaux partenariats en Afrique est engagée en 2020 par Boris Johnson. Après avoir rappelé que le partenariat avec l'Afrique se fera « contre vents et marrées »<sup>68</sup>, il choisit de ne pas se rendre au Forum de Davos, pour organiser parallèlement une rencontre entre Londres et l'Afrique. Cette rencontre a réuni près de 16 chefs d'État africains et des hommes d'affaires de plus de 21 pays africains.

Le renforcement de la coopération avec l'Afrique se vérifie par les transformations structurelles du gouvernement britannique. Prenant acte de la forte compétitivité entre les acteurs internationaux sur le marché africain, le gouvernement Johnson a choisi de fusionner le ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth et le ministère du Développement international (DFID). L'aide au développement est dès lors retoquée aux fins d'une meilleure efficacité, car, de l'avis de Boris Johnson, « l'aide à l'étranger avait été traitée pendant trop longtemps comme un énorme distributeur de billets dans le ciel »<sup>69</sup>. Les nouvelles approches économiques et politiques retenues sur

le continent visent le renforcement des relations déjà établies. C'est ce qu'exprime en substance James Duddridge, le ministre britannique pour l'Afrique lors d'une visite à Douala le 24 mars 2021. Il précise : « je suis venu au Cameroun renforcer les relations entre nos deux pays. La Grande-Bretagne a de très bonnes relations avec le Cameroun depuis de longues années et il est question de le renforcer »<sup>70</sup>. Au cours de cette visite, la Grande-Bretagne a annoncé un investissement de 1,1 milliard de FCFA au Cameroun dans les filières cacao et poivre de Penja. Il s'agit dorénavant pour la Grande-Bretagne d'accroître ses investissements au Cameroun, profitant à la fois de deux contextes ; la crise sécuritaire liée à Boko Haram et sa sortie de l'UE.

## CONCLUSION

La participation des acteurs internationaux à la lutte contre Boko Haram se réalise à l'aune de leurs enjeux respectifs. Cette analyse nous a permis d'apprécier, par le recours théorique au constructivisme d'Alexander Wendt, la construction des identités et des intérêts de ces acteurs sur le front du bassin tchadien. L'identité principale qui détermine leurs intérêts latents est l'identité de rôle. Par elle, les acteurs cherchent tantôt l'affirmation, tantôt la restauration de leur puissance sur la scène internationale. Le théâtre africain se présente dès lors comme une plateforme d'ancrage et de projection de la puissance pour ces acteurs. Sans participer au front, ils agissent en retrait du front tout en s'assurant en coulisses d'atteindre leurs objectifs placés derrière le rideau du discours et de l'affichage public. Leur participation à la lutte contre Boko Haram n'est donc pas une philanthropie puriste. Les acteurs africains devraient en garder la lucidité stratégique pour savoir prendre part au jeu dans le jeu de puissances qui se livre sur leur théâtre.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Ouvrages :

BADIE Bertrand, *Nous ne sommes plus seuls au monde, un autre regard sur « l'ordre international »*, Paris, La Découverte, 2016.

BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, PFNSP, 2015.

BEHRMAN Greg, *The Invisible People : How the U.S. Has Slept Through the Global AIDS Pandemic, the Greatest Humanitarian Catastrophe of Our Time*, Free Press, First Edition, 2004.

BOULANGER Philippe, *Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2015.

DAVID Charles-Philippe, *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Paris, PFNSP, 2013.

FOGUE Alain, *Cameroun : sortir le renseignement du maintien de l'ordre politique, en faire un outil stratégique*, Yaoundé, Les Éditions du Schabel, 2018.

FRIEDBERG Erhard, *Le Pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

KOUNGOU Léon, *Boko Haram : le Cameroun à l'épreuve des menaces*, Paris, L'Harmattan, 2014.

MORGENTHAU Hans, *Politics among nations. The struggle for power and peace*, New York, Alfred. A. Knoff, 1985.

POKAM Hilaire de Prince, *Le multilatéralisme franco-africain à l'épreuve des puissances*, Paris, L'Harmattan, 2013.

ROJOT Jacques, *Théorie des organisations*, Paris, Editions ESKA, 2003.

WENDT Alexander, *Social Theory Of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

## 2. Articles

ARGERON Charles-Robert, « La survivance d'un mythe : la puissance par l'empire colonial 1944-1947 », dans GIRAULT René et FRANK Robert, *La puissance française en question 1945-1949*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 1989, pp. 31-51.

BEJA Jean-Philippe et al., « Chine : une dictature dans la mondialisation », dans *Esprit*, n° 282, décembre 2001.

BLIN Arnaud, « Les Etats-Unis face au terrorisme », dans CHALIAND Gérard et BLIN Arnaud (dir.), *Histoire du terrorisme : de l'Antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015, pp. 470-496.

JOLLY Jean, *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*, Paris, Pygmalion, 2011, p. 57.

NANTUYA Paul, « Les activités stratégiques croissantes de la Chine en Afrique reposent sur le *hard power* chinois », dans *Centre d'Études stratégiques*, 7 février 2019.

SHEN Simon, « L'utilisation de la lutte anti-terroriste dans la politique étrangère chinoise : entre opportunités et défis à venir », dans ANDRE Paul (dir.), *La Chine aujourd'hui. Dynamiques domestiques et internationales*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2014, pp. 125-142.

SOUTOU Georges-Henri, « Sous bénéfice d'inventaire : l'héritage de la Guerre froide », dans *Géopolitique* n° 80, octobre-décembre 2002, pp. 31-43.

## 3. Périodiques

Jeune Afrique N° 2804 du 5 au 11 octobre 2014.

Mutations N° 3817 du 20 janvier 2015.

## 4. Sites internet

bbc.com

france24.com

observatoireenrs.com

jeuneafrique.com

letemps.ch

lesechos.fr

agenceecofin.com

investiraucameroun.com

## 5. Entretiens

Entretien avec David MBILA, chargé des Programmes du Bureau de la Coopération sécuritaire de l'Ambassade des États-Unis, le 23 juin 2017 à Yaoundé.

## 6. Déclarations et discours

Déclaration d'Emmanuel Macron au cours de l'Échange « Parlons d'Afrique » avec les diasporas africaines à l'Élysée le 11 juillet 2019.

Discours d'Emmanuel Macron lors de sa visite au Ghana le 30 novembre 2017 à Accra.

Discours de François Hollande lors de la visite de Muhammadu Buhari à Paris le 14 septembre 2015

Discours de François Hollande à la XXIIe Conférence des Ambassadeurs de France le 28 août 2014 à Paris.

Discours de François Hollande à la XXe conférence des ambassadeurs le 27 août 2012 à Paris.

<sup>1</sup> FRIEDBERG Erhard, *Le Pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, p. 25.

<sup>2</sup> WENDT Alexander, *Social Theory Of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 114.

<sup>3</sup> BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, PFNSP, 2015, p. 329.

<sup>4</sup> WENDT (A.), *op.cit.*, p. 231.

<sup>5</sup> ROJOT Jacques, *Théorie des organisations*, Paris, Éditions ESKA, 2003, p. 219.

<sup>6</sup> MORGENTHAU Hans, *Politics among nations. The struggle for power and peace*, New York, Alfred. A. Knoff, 1985.

<sup>7</sup> BATTISTELLA (D.), *op.cit.*, p. 331.

<sup>8</sup> BADIE Bertrand, *Nous ne sommes plus seuls au monde, un autre regard sur « l'ordre international »*, Paris, La Découverte, 2016, pp. 114-115.

<sup>9</sup> BOULANGER Philippe, *Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 64.

<sup>10</sup> On pouvait penser que la tradition offensive des administrations républicaines aurait pâti de l'accession à la magistrature suprême du démocrate Barack Obama en 2008. Si un de ses thèmes de campagne favoris était le retrait total des troupes américaines des théâtres d'opérations en Irak et en Afghanistan, la réalité a tôt fait de le rattraper. Certes, certains contingents ont été ramenés au bercail, mais la polarisation de la menace terroriste dans le monde (EI, Boko Haram...) a eu pour effet le redéploiement de ces troupes sur d'autres zones de conflits. Ni le Président Trump, conservateur et considéré comme isolationniste, ni le Président Biden ne semblent volontaires

à lever totalement le pied sur la pédale de cette orientation de politique étrangère américaine, sans minorer les quelques distances prises par l'administration Trump au cours de son mandat.

<sup>11</sup> BEHRMAN Greg, *The Invisible People : How the U.S. Has Slept Through the Global AIDS Pandemic, the Greatest Humanitarian Catastrophe of Our Time*, Free Press, First Edition, 2004.

<sup>12</sup> BLIN Arnaud, « Les Etats-Unis face au terrorisme », dans CHALIAND Gérard et BLIN Arnaud (dir.), *Histoire du terrorisme : de l'Antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015, pp. 470-496.

<sup>13</sup> BADIE (B.), *op.cit.*, p. 74.

<sup>14</sup> White House, National Security Strategy 2011, p. 7.

<sup>15</sup> La *démo-théocratie* renvoie pour nous à l'érection de la démocratie et de ses valeurs associées en religion du monde. Religion que les États-Unis exportent à la fois par le soft power et le hard power.

<sup>16</sup> Jeune Afrique N° 2804 du 5 au 11 octobre 2014.

<sup>17</sup> Propos de James Linder, commandant des forces spéciales affectées à Africom. C'est sous sa houlette que les exercices Flintlock ont été menés au Niger et au Tchad en 2014 et 2015.

<sup>18</sup> Entretien avec David MBILA, chargé des Programmes du Bureau de la Coopération sécuritaire de l'Ambassade des États-Unis, le 23 juin 2017 à Yaoundé.

<sup>19</sup> Discours de François Hollande à la XXe conférence des ambassadeurs le 27 août 2012 à Paris.

<sup>20</sup> POKAM Hilaire de Prince, *Le multilatéralisme franco-africain à l'épreuve des puissances*, Paris, L'Harmattan, 2013.

<sup>21</sup> Il lui est reproché par exemple son attentisme coupable dans le génocide rwandais. C'est en 1994 aussi que le programme RECAMP a été lancé. Il s'agissait des prémisses, sinon des signes avant-coureurs d'un désengagement progressif des théâtres d'opérations en Afrique.

<sup>22</sup> KOUNGOU Léon, *Boko Haram : le Cameroun à l'épreuve des menaces*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 62.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>24</sup> DAVID Charles-Philippe, *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Paris, PFNSP, 2013, p. 191.

<sup>25</sup> Discours de François Hollande à la XXIIe Conférence des Ambassadeurs de France le 28 août 2014 à Paris.

<sup>26</sup> Par exemple, à la fin de l'opération Serval au Mali, alors que la France se prépare à lancer l'opération Barkhane, Jean Yves Le Drian s'envole pour Washington pour négocier une élongation de la coopération franco-américaine dans le domaine opérationnel en Afrique. France 24, « La France confirme qu'elle restera le gendarme du Sahel », 28 janvier 2014, <http://www.france24.com/fr/20140128-france-armee-sahel-lutte-terrorisme-cooperation-etats-unis/>, consulté le 19 mai 2021.

<sup>27</sup> Le rappel de sa prééminence sert de bouclier devant l'embellie d'une présence militaire américaine sollicitée, dont il devient difficile de se passer, mais en même temps devenue concurrentielle.

<sup>28</sup> SOUTOU Georges-Henri, « Sous bénéfice d'inventaire : l'héritage de la Guerre froide », dans *Géopolitique* n° 80, octobre-décembre 2002, pp. 31-43.

<sup>29</sup> ARGERON Charles-Robert, « La survivance d'un mythe : la puissance par l'empire colonial 1944-1947 », dans GIRAULT René et FRANK Robert, *La puissance française en question 1945-1949*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 1989, pp. 31-51.

<sup>30</sup> BADIE (B.), *op.cit.*, pp. 15-17.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>32</sup> Déclaration d'Emmanuel Macron au cours de l'Échange « Parlons d'Afrique » avec les diasporas africaines à l'Élysée le 11 juillet 2019.

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Déclaration d'Emmanuel Macron au cours de l'Échange « Parlons d'Afrique » avec les diasporas africaines à l'Élysée le 11 juillet 2019.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> Discours d'Emmanuel Macron lors de sa visite au Ghana le 30 novembre 2017 à Accra.

<sup>38</sup> Discours de François Hollande lors de la visite de Muhammadu Buhari à Paris le 14 septembre 2015

<sup>39</sup> En effet, avec plus de deux milliards d'euros de volume d'échange en 2020, le Nigéria demeure le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne. Plus de 120 entreprises françaises y sont installées. Le Nigéria est aussi le cinquième fournisseur d'hydrocarbures naturels de la France et le premier d'Afrique subsaharienne.

<sup>40</sup> Déclaration d'Emmanuel Macron au cours de l'Échange « Parlons d'Afrique » avec les diasporas africaines à l'Élysée le 11 juillet 2019.

<sup>41</sup> BADIE (B.), *op.cit.*, p. 142.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>43</sup> SHEN Simon, « L'utilisation de la lutte anti-terroriste dans la politique étrangère chinoise : entre opportunités et défis à venir », dans ANDRE Paul (dir.), *La Chine aujourd'hui. Dynamiques domestiques et internationales*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2014, pp. 125-142.

<sup>44</sup> NANTULYA Paul, « Les activités stratégiques croissantes de la Chine en Afrique reposent sur le hard power chinois », dans Centre d'Études stratégiques, 7 février 2019, <https://africacenter.org/fr/spotlight/les-activites-strategiques-croissantes-de-la-chine-en-afrique-reposent-sur-le-hard-powerchinois/>, consulté le 15 mai 2021.

<sup>45</sup> BADIE (B.), *op.cit.*, pp. 130-141.

<sup>46</sup> Le ton est ainsi monté entre Biden et Poutine après que le premier l'ait qualifié de « tueur » le 17 mars 2021 dans une interview à la Maison-Blanche accordée à la chaîne ABC News. Le locataire du Kremlin lui a répondu le lendemain avec un style qui lui est propre. Depuis Moscou, ce dernier assurait : « C'est celui qui le dit qui l'est ! Ce n'est pas juste une expression enfantine (...) nous voyons toujours en l'autre nos propres caractéristiques ».

<sup>47</sup> Le Nouvel Économiste, « Pascal Boniface : Partout dans le monde, l'opinion publique prend le pouvoir », [Pascal Boniface : "Partout dans le monde, l'opinion publique](#)

[prend le pouvoir” \(lenouveleconomiste.fr\)](#), consulté le 3 juillet 2021.

<sup>48</sup> BBC, « Poutine accuse l'Occident de 'chantage' envers l'Afrique », 22 octobre 2019, <https://www.bbc.com/afrique/monde-50139980>, consulté le 25 mai 2021.

<sup>49</sup> Mutations N° 3817 du 20 janvier 2015.

<sup>50</sup> BOULANGER (P.), *op.cit.*, p. 88.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 87. Le premier cercle concerne le regroupement des « Chines historiques » dans la seule nation chinoise, le second cercle concerne l'aire Asie-Pacifique, le troisième cercle recouvre le monde entier. En fonction du niveau de cercle, la Chine fait preuve soit d'un hard power agressif, d'un semi-hard power, et d'un soft power persuasif.

<sup>52</sup> BEJA Jean-Philippe et al., « Chine : une dictature dans la mondialisation », dans *Esprit*, n° 282, décembre 2001, p. 90.

<sup>53</sup> JOLLY Jean, *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*, Paris, Pygmalion, 2011, p. 57.

<sup>54</sup> BEJA (J-P.), *op.cit.*, p. 90.

<sup>55</sup> Observatoire français nouvelles routes de la soie, « La Chine au Cameroun, évolution de la coopération politique et militaire », <https://observatoirefrns.com/2021/01/06/la-chine-au-cameroun-evolution-de-la-cooperation-politique-et-militaire/>, consulté le 27 avril 2021.

<sup>56</sup> Jeune Afrique, « Libanais d'Afrique : enquête sur une communauté discrète, mais puissante », 28 mars 2019, <https://www.jeuneafrique.com/mag/753058/politique/libanais-dafrrique-enquete-sur-une-communaute-discrete-mais-puissante/>, consulté le 26 mai 2021.

<sup>57</sup> FOGUE Alain, *Cameroun : sortir le renseignement du maintien de l'ordre politique, en faire un outil stratégique*, Yaoundé, Les Éditions du Schabel, 2018, p.216.

<sup>58</sup> Jeune Afrique, « Benjamin Netanyahu se félicite de la reprise des relations diplomatiques entre Israël et le Tchad à Ndjamena », 20 janvier 2019, <https://www.jeuneafrique.com/711604/politique/benjamin-netanyahu-se-felicite-de-la-reprise-des-relations-diplomatiques-entre-israel-et-le-tchad-a-ndjamena/>, consulté le 5 mai 2021.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Après le Tchad en 2018, l'année 2020 a été particulièrement prolifique en termes de rapprochement et d'établissement de relations de paix entre Israël et plusieurs pays du monde arabo-musulman. Ces relations ont été établies en Afrique avec le Maroc et le Soudan, en Asie avec les Émirats arabes unis et le Bahreïn. Voir *Le Temps*, « Entre Israël et le monde arabe, une paix à géométrie variable », 13 décembre 2020, <https://www.letemps.ch/monde/entre-israel-monde-arabe-une-paix-geometrie-variable>, consulté le 26 mai 2021.

<sup>61</sup> L'Érythrée aussi adopte régulièrement cette position.

<sup>62</sup> Cette position aurait été encouragée par un rabbin proche du président Biya, à qui l'on attribuerait le rapprochement entre Israël et le Cameroun dans les années 1980, après la tentative de coup d'État manqué d'avril 1984. Ce dernier aurait assuré au président Biya qu'il demeurerait au pouvoir jusqu'à sa mort s'il le souhaitait aussi longtemps que son pays voterait en faveur d'Israël aux Nations Unies.

<sup>63</sup> Interview de Ran Gidor le 18 décembre 2019 à Etoudi, *op.cit.*

<sup>64</sup> BADIE (B.), *op.cit.*, p. 116.

<sup>65</sup> Parlement Européen, « Refus de l'Allemagne de participer aux opérations de combat dans le Sahel », 21 décembre 2020, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-004658\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-004658_FR.html), consulté le 26 mai 2021.

<sup>66</sup> Les Échos, « À la veille du Brexit, Boris Johnson veut se rapprocher de l'Afrique », 21 janvier 2020, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/a-la-veille-du-brexit-boris-johnson-veut-se-rapprocher-de-lafrrique-1164895>, consulté le 27 mai 2021.

<sup>67</sup> Jeune Afrique, « Sécurité et Brexit au cœur de la tournée de Theresa May en Afrique », 27 août 2018, <https://www.jeuneafrique.com/620344/politique/securite-et-brexit-au-coeur-de-la-tournee-de-theresa-may-en-afrique/>, consulté le 27 mai 2021.

<sup>68</sup> Les Échos, « À la veille du Brexit, Boris Johnson veut se rapprocher de l'Afrique », *op.cit.*

<sup>69</sup> Agence ecofin, « Pour Boris Johnson, l'aide britannique au développement est 'comme un énorme distributeur de billets dans le ciel' », 18 juin 2020, <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/1806-77627-pour-boris-johnson-l-aide-britannique-au-developpement-est-comme-un-enorme-distributeur-de-billets-dans-le-ciel>, consulté le 27 mai 2021.

<sup>70</sup> Investir au Cameroun, « La Grande-Bretagne injecte 1,1 milliard de FCFA dans le cacao et le poivre de Penja au Cameroun », 25 mars 2021, <https://www.investiraucameroun.com/economie/2503-16148-la-grande-bretagne-injecte-1-1-milliard-de-fcfa-dans-le-cacao-et-le-poivre-de-penja-au-cameroun>, consulté le 27 mai 2021.